



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

Direction des patrimoines,  
de la mémoire et des archives  
Sous-direction de l'action immobilière,  
de l'environnement et du développement durable  
Bureau de l'environnement et du développement durable

Affaire suivie par Anne-Laure DELMAËRE  
[anne-laure.delmaere@intradef.gouv.fr](mailto:anne-laure.delmaere@intradef.gouv.fr)  
Tél : 09.88.68.65.40

Paris, le


**09 JUIN 2021**

N°

ARM/SGA/DPMA/SDIE2D/BE2D

1121041310

**BORDEREAU D'ENVOI**

| DÉSIGNATION DES PIÈCES   | NOMBRE | OBSERVATIONS  |
|--|--------|---|
| <p><b>OBJET :</b> Procès-verbal de récolement des travaux de remise en état des terrains du dépôt essence air de Dijon-Longvic.</p> <p>Clôture de la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement n°1 et n°2 situées sur la commune de Ouges, n°3 et n°4 situées sur la commune de Longvic et n°5, 6 et 7 situées sur la commune de Neuilly-Crimolois.</p> <p><b>Référence :</b><br/>Courrier n°20-02355 DEP/ARM/CGA/IS/PE/IIC du 16/12/2020</p> <p><b>P. Jointe :</b><br/>Rapport d'instruction n°20-6114 du 16 décembre 2020 relatif à la remise en état du dépôt essences air (DEA) de Dijon (21)</p> <p><b>Copies internes MINARM :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- CGA/IS/PE/IIC</li><li>- SEO/DCSEQ/SDA/BPMRE</li><li>- SGA/DCSID/STG/SDPSI/BRMRI/SMRI</li></ul> <p><b>Copie(s) externe :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Dijon métropole<br/>40 avenue du drapeau - CS 17510<br/>21075 - Dijon Cedex</li></ul> | 1      | <p><b>TRANSMIS</b></p> <p><b>« Pour attributions »</b></p> <p>Le sous-directeur de l'action immobilière,<br/>de l'environnement et du développement durable</p> <p><br/><b>Philippe DRESS</b></p> |

Monsieur le directeur de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées (DELPIA)  
Caserne Thiry  
47 rue Sainte Catherine  
CS 60016 - 54035 NANCY CEDEX



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Contrôle général des armées**

**Groupe des inspections spécialisées  
Pôle Environnement  
Inspection des installations classées**

N° 20-6114 du 16 décembre 2020

## **Rapport d'instruction relatif à la remise en état du dépôt essences air (DEA) de Dijon (21)**

ICDD Francine BERTHIER  
Inspectrice de l'environnement

*Le présent document est destiné à l'information des seuls destinataires.  
Il ne doit pas être communiqué sans l'autorisation préalable du ministre.*

## 1. SYNTHÈSE

| ETABLISSEMENT              |   |
|----------------------------|---|
| Nom de l'établissement     | Ancien dépôt essences air (DEA) de Dijon-Longvic                                  |
| Adresse de l'établissement | Rue de l'aviation – 21093 Dijon-Longvic   |
| Exploitant                 | Direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées           |
| Adresse de l'exploitant    | Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine – Course spéciale 60016 54035 Nancy Cedex |
| Type d'établissement       | A   |
| Installation concernée     | Dépôt pétrolier   |
| Rubriques ICPE             | 1432-2-a, 1432-2-b, 1434-1-a, 1434-2  |
| Rubriques IOTA             | 2150-2  |

| DOCUMENTS DE REFERENCE   |   |
|--|---|
| Mémoire de remise en état du dépôt essence air de Dijon-Longvic du 15 novembre 2016  | Transmis par courrier n° 11140-DEF/DELPIA/SDE/INFRA/TP/NP du 29 novembre 2016 |
| Rapport d'étape 2 – Récolement du suivi du démantèlement des dépôts K1 et K2 et ARR (référence BURGEAP CESICE151880/RESICE05854-01 – 4 juillet 2016) |   |
| Diagnostic d'étape 1 – déconstruction du DEA (référence BURGEAP CESICE151880/RESICE05154-01- 6 novembre 2015)  |   |
| Rapport d'inspection n° 19-6093 du 20 novembre 2019 relatif à la remise en état de l'ancien dépôt essence air (DEA) de Dijon                         | Transmis par courrier n° 19-031-DEP/ARM/CGA/IS/IIC/RS du 9 décembre 2019      |
| Réponse de l'exploitant aux actions demandées dans le rapport d'inspection   | Nemo 2020/1620 du 13 octobre 2020   |



## 2. OBJET – REMISE EN ETAT DU SITE

### 2.1. PRESENTATION.

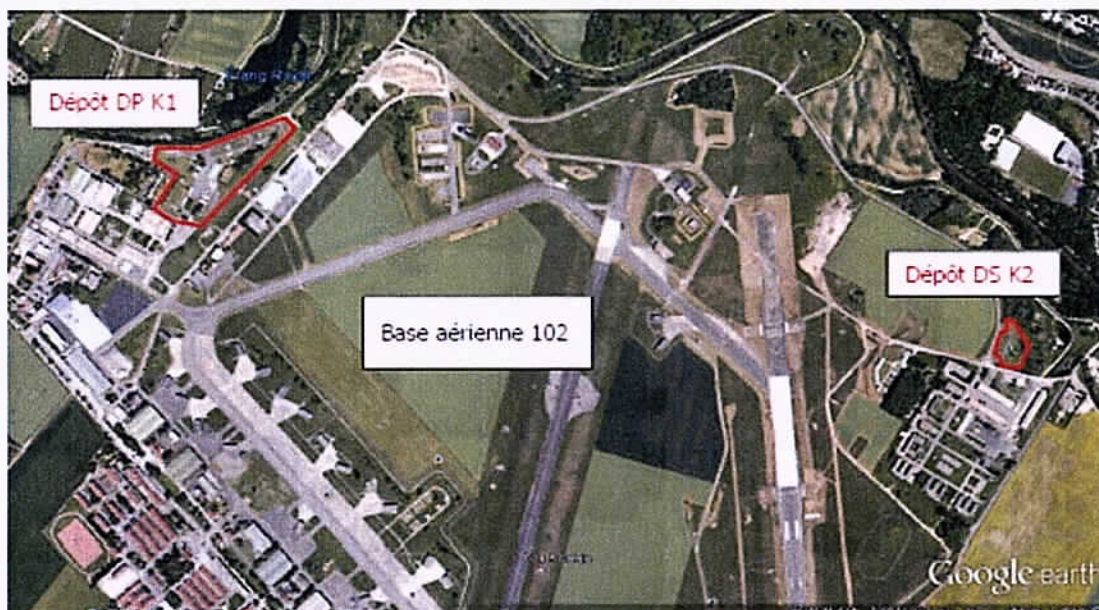
Le DEA de Dijon était implanté dans l'enceinte de l'ancienne base aérienne 102, située à environ 5 km au sud-est de Dijon, dont l'adresse est :

Route de l'aviation – 21093 Dijon-Longvic

Il était constitué de 2 parcs :

- le dépôt principal DP ou K1, situé sur les communes de Longvic et de Ouges (superficie de 3,9 ha) ;
- le dépôt secondaire DS ou K2 situé sur la commune de Neuilly-Crimolois (superficie de 0,34 ha).

Figure 1 : Localisation géographique du site



Les anciennes installations pétrolières étaient assujetties à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'autorisation). Le dernier exploitant est la DELPIA.

Les récépissés de déclaration de mise à l'arrêt ont été délivrés le 28 avril 2014. La mise à l'arrêt définitif a été effective au 30 juin 2014.

Un diagnostic pyrotechnique réalisé par ERG en 2014, préalablement aux travaux de déconstruction, a conclu que les anomalies magnétiques détectées pouvaient présenter un risque pyrotechnique qui ne pourrait être caractérisé que lors de la phase de mise au jour. Les travaux de démantèlement se trouvant au droit de secteurs déjà remaniés historiquement, l'exploitant a décidé de ne pas lancer de dépollution pyrotechnique en amont.

Les travaux de déconstruction ont été réalisés du 26 novembre 2015 au 22 avril 2016.

Sur le parc K1, toutes les infrastructures pétrolières et connexes ont été déconstruites. Les bâtiments administratifs et le bloc social, le bâtiment atelier/garage/salle de réunion et le bâtiment transformateur ont été conservés.

Sur le parc K2, la déconstruction a été intégrale.

Le mémoire de remise en état du site a été transmis à l'inspection par courrier du 29 novembre 2016.



Une commission de casernement datant du 18 avril 2017 accorde les bâtiments du dépôt K1 au chef d'emprise. Le dépôt secondaire K2 est mis à disposition de la gendarmerie *via* une convention interservices depuis le 8 avril 2016.

## **2.2. CONTEXTE.**

### **2.2.1. Historique du site.**

Les premiers bâtiments de la base aérienne et 2 pistes d'aviation ont été construits à partir de 1913. La base a été occupée par les Allemands entre 1940 et 1944. En 1950-1965, une 3<sup>ème</sup> piste a été créée, et la BA 102 étendue.

Une étude historique sur les dépôts K1 et K2 a été menée par EKO Consulting en 2002.

Le dépôt K1 a été créé sur une infrastructure initiale antérieure à 1939. En 1967, le service des essences des armées (SEA) a repris le dépôt. En 1972 et 1975, le dépôt a été agrandi. A partir de 2002, des travaux de restructuration ont été réalisés.

Le dépôt K2 a été construit à partir de 1986 sur des terrains agricoles en friche appartenant à l'armée de l'air. L'objectif de la construction de ce dépôt secondaire était le raccordement de celui-ci avec l'oléoduc de défense commune (ODC). Ce projet n'a pas abouti et le dépôt K2 a été utilisé comme une réserve.

### **2.2.2. Environnement du site et enjeux.**

Le dépôt principal K1 se situe à environ 1,5 km du village de Longvic et à 7 km de la ville de Dijon.

Il est bordé au nord par la rivière Ouche.

Le dépôt secondaire K2 est implanté dans la zone nord-est de la base, à environ 300 m du village de Neuilly.

Les données hydrogéologiques montrent la présence de 2 aquifères :

- superficiel rencontré entre 3,5 et 6 m de profondeur au droit des 2 dépôts ;
- plus profond dans les graviers du Villafranchien moyen et supérieur.

La nappe superficielle s'écoule vers le sud-est au droit des dépôts, vraisemblablement alimentée par l'Ouche. L'aquifère des graviers du Villafranchien est probablement en continuité avec la nappe alluviale.

La vulnérabilité de la nappe alluviale superficielle à la pollution est très élevée, compte tenu de la faible épaisseur de la zone insaturée et de la nature des terrains au droit du site. Cette nappe est en outre utilisée pour l'alimentation en eau potable : le captage le plus proche du site est situé à 5 km en aval hydraulique. Elle est également utilisée pour un usage agricole : le captage le plus proche en aval hydraulique se trouve à 2 km du site.

La vulnérabilité du 2<sup>ème</sup> aquifère à la pollution est élevée, compte tenu de sa relation probable avec l'aquifère superficiel. Les captages AEP les plus proches en latéral hydraulique se trouvent à 5 km.

### **2.2.3. Usage futur.**

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement, par courriers du 13 août 2020, l'exploitant a fait part aux maires de Longvic et d'Ouges de sa proposition concernant un usage futur de type industriel pour le terrain du dépôt K1, et au maire de Neuilly-Crimolois, de sa proposition concernant un usage futur de type industriel pour le terrain du dépôt K2.

Par courrier du 26 octobre 2020, le maire de Longvic a indiqué que l'usage futur proposé n'appelait aucune remarque particulière de sa part.

Par courrier du 10 novembre 2020, le maire de Neuilly-Crimolois a indiqué que la commune ne s'opposait pas à un usage futur de type industriel, et a fait part de son souhait d'être avisé si le terrain venait à être mis en vente.

La mairie d'Ouges a indiqué que les emprises foncières concernées ne relèvent pas du territoire communal ougeois et, qu'en dehors de cette remarque, elle ne voyait aucune objection au projet



présenté. L'inspection confirme cependant que le dépôt K1 est situé sur une parcelle cadastrale de la commune d'Ouges.

#### 2.2.4. Etat des milieux.

Des investigations sur les sols ont été réalisées en 2002, montrant un impact modéré en hydrocarbures C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub>, avec un maximum de 1 769 mg/kg, et plus marqué en BTEX, avec un maximum de 10,8 mg/kg, sur le dépôt K1. Sur le dépôt K2, une absence d'impact en hydrocarbures C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub> sur les 3 sondages réalisés a été observée.

Un réseau de surveillance des eaux souterraines, constitué de 6 piézomètres, a été mis en place en 2002 : PZ1, PZ2 et PZ3 sur le dépôt K1 et PZ4, PZ5 et PZ6 sur le dépôt K2. Les ouvrages ont été surveillés à une fréquence semestrielle de 2002 à 2014, avec des analyses portant sur les hydrocarbures C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub> et les BTEX.

Les résultats du suivi ont mis en évidence :

- un sens d'écoulement des eaux souterraines globalement vers le sud-est sur les 2 sites ;
- une absence de phase flottante ;
- en 2002, un impact en hydrocarbures approchant parfois 1 mg/l, et une absence de BTEX ;
- entre 2008 et 2014, des traces d'hydrocarbures dissous en période de basses eaux régulièrement observées au droit de PZ2 (aval) et PZ5 (aval), et une absence de détection de BTEX.

### 3. RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

#### 3.1. TRAVAUX DE DECONSTRUCTION.

Les travaux de déconstruction ont été réalisés du 26 novembre 2015 au 22 avril 2016 par la société NASARRE.

Sur le dépôt K1, l'ensemble des infrastructures pétrolières liées à l'ancienne activité du DEA a été déconstruit. Les bâtiments B23 (bloc social/bureaux), B20 (bureau chef de dépôt), Y23 (transformateur base) et HM 20 (garage/atelier/salle de réunion) ont été conservés.

L'ancien parc du dépôt K2 a été entièrement déconstruit.

La société BURGEAP a été missionnée pour le contrôle partiel des travaux de terrassement associés au démantèlement des infrastructures pétrolières. BURGEAP a réalisé un suivi des travaux par passage hebdomadaire sur site pour valider les travaux à l'avancement par :

- le contrôle de qualité des parois et flancs de fouille avant leur remblaiement ;
- le contrôle des terres, sablons et bétons excavés, afin de les orienter vers une réutilisation sur site ou vers une prise en charge par SITA Rémédiation.

Les valeurs de gestion retenues pour la réutilisation des sols et bétons sur site sont les suivantes :

- 6 mg/kg pour les BTEX et 50 mg/kg pour la somme des HAP (arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées) ;
- 2 000 mg/kg pour les hydrocarbures C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub> (seuil technico-économique fixé par la DELPIA).

Tous les matériaux excavés de type béton ou sol ayant présenté, après analyse, des teneurs respectant les seuils retenus par l'exploitant ont été réutilisés sur chaque dépôt. Aucun matériau (sol ou béton) n'a été évacué. Les bétons ont été concassés sur site par l'entreprise NASARRE.

Les fouilles de démantèlement ont été remblayées du fond jusqu'à la surface, selon le protocole suivant :

- les bétons concassés 0/200 mm sur 1 m environ ;
- les bétons concassés 0/80 mm sur 1 m environ ;
- les terres conformes aux seuils de réutilisation ;
- 20 cm de terres saines issues du décapage des terres végétales jusqu'à la surface.



A l'issue de la déconstruction, une campagne sur les 6 piézomètres du DEA a été réalisée en avril 2016, afin d'appréhender l'impact éventuel de la déconstruction sur les eaux souterraines.

Au regard des mesures piézométriques réalisées, les eaux souterraines s'écouleraient de l'ouest vers l'est au droit du dépôt K1, et du nord-ouest au sud-est au droit du dépôt K2, ce que BURGEAP considère comme cohérent avec les sens d'écoulement observés au droit des sites lors du suivi des eaux souterraines.

Les analyses ont été réalisées sur les paramètres suivants :

- HCT C<sub>6</sub>-C<sub>10</sub> ;
- HCT C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub> ;
- BTEX ;
- HAP.

Les résultats des analyses montrent :

- l'absence des composés recherchés au droit du dépôt K1 à des teneurs détectables par le laboratoire ;
- la détection à l'état de trace du naphtalène sur les piézomètres amont et latéral du dépôt K2, à des teneurs proches de la limite de quantification du laboratoire.

### 3.2. ANALYSE DES RISQUES RESIDUELS (ARR).

L'ARR a été réalisée pour un usage de type industriel. Elle a considéré des bâtiments de plain-pied à usage de bureaux sur les 2 dépôts et des espaces extérieurs recouverts par de l'enrobé, une dalle béton ou de la terre végétale sur une épaisseur de 20 cm.

Les teneurs en hydrocarbures C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub> et BTEX, mesurées sur le dépôt K1 lors du diagnostic de 2002, supérieures aux teneurs maximales mesurées après travaux en 2016, ont été retenues.

La surveillance des eaux souterraines ayant montré peu, voire pas d'impact sur celles-ci lors de la dernière campagne de 2016 et depuis plusieurs campagnes précédentes, les eaux souterraines ne sont pas prises en compte en tant que source de pollution.

Les voies d'exposition retenues sont :

- l'inhalation de composés volatils depuis les sols en intérieur et en extérieur ;
- l'inhalation de vapeur d'eau polluée et l'ingestion d'eau contaminée (les canalisations d'eau potable alimentant les bâtiments conservés au droit de K1 restent en place).

La répartition des fractions hydrocarbures a été réalisée à partir des concentrations maximales observées, sur la base des proportions identifiées suite à une analyse TPH (hydrocarbures pétroliers totaux) réalisée au droit du dépôt K1.

Les concentrations dans l'air en intérieur et en extérieur ont été modélisées. Les concentrations calculées sont inférieures aux valeurs guides et/ou réglementaires existantes.

Les concentrations dans les eaux des canalisations d'amenée en eau potable ont également été modélisées.

La quantification des risques sanitaires ne montre pas de dépassements des seuils de risques inacceptables pour les quotients de danger et pour les excès de risques individuels.

Cependant, BURGEAP recommande :

- le contrôle de la qualité des eaux du robinet des bâtiments conservés, si celle-ci est utilisée à des fins d'eau potable ;
- en cas de changement d'usage ou de construction de nouveaux bâtiments sur les anciens dépôts au droit des secteurs reconnus impactés, le contrôle des gaz du sol au droit des futures constructions et la mise à jour de l'analyse des risques résiduels ;
- la mise en place des nouvelles canalisations d'eau potable en tranchée de remblai sain ou en matériau anti-perméation.

## 4. SUITES DE LA VISITE D'INSPECTION DU 24 OCTOBRE 2019

### 4.1. CONSTATS ET DEMANDES DE L'INSPECTION.

Une visite d'inspection relative à la remise en état du site a été réalisée le 24 octobre 2019.

Elle a permis de constater que :

- le site du dépôt K1 est clôturé et équipé de portails ;
- le site du dépôt K2 n'est pas clôturé. Cependant, le terrain se situe sur l'emprise de l'ancienne base aérienne 102, dont l'accès est contrôlé ;
- les piézomètres du réseau de surveillance des eaux souterraines sont encore présents sur les sites ;
- le bâtiment HM20, qui accueillait notamment un garage et un atelier, est entièrement vide ;
- des chaufferies dans les bâtiments sont encore présentes, avec des réservoirs aériens de FOD de 5 m<sup>3</sup> placés dans les rétentions qui leurs sont associées ;
- aucune remise en état supplémentaire n'est nécessaire pour mettre à l'arrêt définitif le IOTA rejet d'eaux pluviales présent sur K1.

Dans le rapport d'inspection n° 19-6093, il a été demandé à l'exploitant de :

- combler les piézomètres dans les règles de l'art, considérant que la reprise de la surveillance des eaux souterraines n'est pas nécessaire, compte tenu du faible impact observé ;
- s'assurer que les réservoirs aériens de FOD de 5 m<sup>3</sup> présents sur l'ancien dépôt K1 soient au moins vidangés et dégazés. Si ce n'est pas le cas, réaliser ces actions de mise en sécurité des réservoirs dans les meilleurs délais ;
- si la décision de mettre fin à l'activité du IOTA rejet d'eaux pluviales est prise, informer la DPMA par courrier de cette cessation d'activité.

### 4.2. REPONSES DE L'EXPLOITANT.

Par Nemo n° 2020/1620 du 13 octobre 2020, l'exploitant a informé l'inspection des actions suivantes :

- les 6 piézomètres des dépôts principal et secondaire ont été comblés dans les règles de l'art (rapport ERG du 30 septembre 2020 joint) ;
- les réservoirs aériens de FOD de 5 m<sup>3</sup> ont été vidangés et dégazés (BSD joints) ;
- un courrier sera transmis à la DPMA concernant la cessation d'activité du IOTA rejet d'eaux pluviales.

## 5. SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS (SIS)

Compte tenu de la pollution résiduelle présente sur le site justifiant, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité ou la salubrité publique et l'environnement, en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement, deux SIS ont été élaborés : un pour le dépôt K1 et un pour le dépôt K2. Les SIS indiquent que l'ARR réalisée à l'issue des travaux de démantèlement conclut à la compatibilité des sites avec les usages étudiés (bâtiments de plain-pied à usage de bureau et des espaces extérieurs recouverts par de l'enrobé, des dalles béton ou de la terre végétale sur une épaisseur de 20 cm).

Ces SIS reprennent la recommandation du bureau d'études concernant le contrôle des gaz du sol au droit de futures constructions.



## 6. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant a mis en œuvre, à la suite de la visite d'inspection réalisée en octobre 2019, les dernières actions nécessaires à la mise en sécurité du site (vidange et dégazage des réservoirs aériens de FOD associés aux bâtiments non déconstruits sur le dépôt K1).

Concernant le diagnostic, l'absence de mesures dans le milieu gaz du sol peut être justifiée par des teneurs modérées en composés volatils dans les sols et l'absence de ces composés dans les eaux souterraines. L'inspection note cependant la recommandation du bureau d'études, reprise dans les SIS établis pour les dépôts K1 et K2, relative au contrôle des gaz du sol au droit de futures constructions.

Sur le dépôt K1, les premières investigations sur les sols ont été réalisées en 2002 à proximité des installations en place. Les travaux de restructuration mis en œuvre à partir de cette date ont conduit à remplacer les installations existantes par de nouvelles installations, et à ajouter des équipements dans des zones jusqu'alors non occupées. Les mesures réalisées lors du démantèlement en 2016 ont été faites au droit des nouveaux équipements mis en place à partir de 2002, et également au droit des anciens équipements qui avaient été conservés.

Sur le dépôt K2, les premières investigations sur les sols ont également été réalisées en 2002, à proximité du réservoir principal (500 m<sup>3</sup>). Les travaux de restructuration mis en œuvre à partir de cette date sont limités. Les mesures dans les sols, réalisées lors du démantèlement, ont été faites au droit du réservoir principal, de la pomperie déjà existante en 2002 et de la cuve de confinement mise en place lors de la restructuration.

L'inspection considère que le choix des points de prélèvements dans les sols sur les dépôts K1 et K2 est globalement satisfaisant. De plus, les valeurs de référence retenues comme seuils de réutilisation sur site pendant la phase de déconstruction sont acceptables, dans l'optique d'un usage des terrains de type industriel.

Par ailleurs, le positionnement des piézomètres sur les dépôts K1 et K2 a permis une surveillance des eaux souterraines en amont et en aval des sites. Compte tenu du faible impact observé sur les eaux souterraines, l'inspection a considéré que la reprise de la surveillance de ce milieu n'était pas nécessaire.

L'inspection constate que la remise en état du site n'a pas fait l'objet d'un plan de gestion, tel que défini par la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Les différents scénarios de gestion de la pollution n'ont pas été étudiés.

Toutefois, l'exploitant a eu pour objectif de réduire les sources et d'évaluer les impacts, en procédant à l'excavation des matériaux et terres potentiellement pollués, en contrôlant la qualité des eaux souterraines après travaux et en faisant réaliser une ARR.

La conservation de la mémoire de la pollution résiduelle est assurée par la publication de deux SIS.

## 7. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Au regard des éléments du dossier, il ressort que le site est placé dans un état compatible avec l'usage de type industriel retenu (bâtiments de plain-pied).

S'il apparaissait que les travaux de réhabilitation réalisés s'avéraient insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, la ministre des Armées aurait la possibilité d'imposer à l'exploitant des prescriptions complémentaires au titre de l'article R. 512-39.4 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R. 512-39-3 III du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à la DPMA d'adresser un exemplaire du présent rapport valant procès-verbal de récolement des travaux pour les terrains du dépôt essences air de Dijon au directeur de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées.

Une copie doit également être transmise :

- au maire de Longvic (21), le dépôt K1 étant majoritairement implanté dans cette commune, au droit de la parcelle n° 401 de la section AI du cadastre ;
- au maire d'Ouges (21), le dépôt K1 étant en partie implanté au droit de la parcelle n° 119 de la section AD du cadastre de la commune ;
- au maire de Neuilly-Crimolois (21), le dépôt K2 étant implanté au droit de la parcelle n° 27 de la section AI du cadastre de la commune ;
- au propriétaire du terrain.

Le propriétaire a l'obligation, conformément aux dispositions de l'article L. 514-20 du code de l'environnement, d'informer tout éventuel acquéreur du terrain de la pollution résiduelle du site.

ICDD Francine BERTHIER  
Inspectrice de l'environnement  
[Original signé]